

République du Sénégal

Banque Africaine de Développement

**PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DE L'EMPLOI
POUR LES JEUNES ET LES FEMMES**

**MISSION DE PREPARATION DE PROJET
(DU 04 AU 20 MARS 2013)**

AIDE MEMOIRE

1. CONTEXTE ET DEROULEMENT DE LA MISSION

Introduction

1.1 Une mission de la Banque Africaine de Développement (BAD), composée de M. Michel Corbin GUEDEGBE, Analyste en Chef de l'Education, M. Borel FOKO, Economiste de l'Education, M. Mamadi KEITA, Consultant Spécialiste Financier, M. Mamadou Abdoul KANE Ingénieur Irrigation en Chef OSAN2, M. Guediouma CISSOUMA, Consultant Architecte, et de Mmes Rokhaya TRAORE, Socio-économiste Rokhaya DIOP DIALLO, Chargée du Secteur Privé (SNFO), a séjourné au Sénégal du 04 au 20 mars 2013 pour la préparation du projet d'Appui à l'Emploi des Jeunes et Femmes. La mission a été appuyée par M. El Hadji Malick SOUMARE, expert en acquisitions, M. A. NNA EBONO, Coordonnateur Régional en gestion Financière, Mme Fatou S. FAYE, chargée de Décaissement (SNFO).

Objectif de la mission

1.2 La mission avait pour objectifs de (i) collecter les informations requises pour la bonne formulation du projet, en tenant compte des résultats de la mission d'identification ; ii) faire le point des informations disponibles et des besoins complémentaires pour la préparation du projet ; (iii) discuter avec les autres partenaires techniques et financiers des interventions communes dans les sous-secteurs de la formation et de l'emploi ; et iv) visiter les régions de Thiès, Ziguinchor, Bassin Arachidier (Fatick et Kaolack) ainsi que la Banlieue de Dakar et effectuer des visites de terrain ciblées, afin d'appréhender à leur juste dimension les différents problèmes et de discuter avec les principaux intervenants concernés par l'exécution du futur projet.

Déroulement de la mission

1.3 Au cours de la réunion introductive au Ministère de l'Economie et des Finances à laquelle ont participé tous les autres Ministères des secteurs concernés, le Gouvernement a confirmé son choix pour un projet d'investissement. La mission a tenu des séances de travail techniques avec la Primature, les départements ministériels, les agences, institutions de financement et le secteur privé. Elle a aussi rencontré les partenaires techniques et financiers.

1.4 La mission s'est également rendue dans quatre régions du pays (Thiès, Ziguinchor, Fatick et Kaolack) et y a rencontré les autorités politiques, les agences régionales de développement, les structures déconcentrées des ministères techniques et les chambres de commerce et de métiers, ainsi que des groupes de jeunes et de femmes et visité des fermes agricoles et centres de formation. Les discussions avec les parties prenantes au cours de ces rencontres ont permis à la mission de cerner les potentialités des régions, les opportunités d'emplois et la situation des dispositifs nationaux en matière de renforcement des compétences et de création d'emplois pour les jeunes et les femmes et les diverses contraintes. La liste complète des personnes rencontrées est jointe (annexe 1). Le tableau (annexe 2) donne quelques précisions sur les visites dans les régions.

1.5 La mission exprime ses vifs remerciements aux autorités sénégalaises pour leur accueil et leur disponibilité en particulier, SEM Monsieur Benoit SAMBOU, Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des Valeurs Civiques et ses collaborateurs, SEM Mamadou TALLA, Ministre de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat et son

②

MS

équipe, le Secrétaire Général du Ministre de la Femme, de l'Enfance et de l'Entrepreneuriat Féminin et son équipe, Monsieur Maguette NIANG, Conseiller Spécial du 1^{er} Ministre, Monsieur Mouhamadou Moustapha BA, Directeur de la Coopération Economique et Financière, Monsieur Ousmane KA, Coordonnateur CSO/PLCP au Ministère de la Femme, de l'Enfance et de l'Entrepreneuriat Féminin, Monsieur Ousmane Seck, Coordonnateur de l'UCSP au Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et des Valeurs Civiques et M. Alfousseyni WANE, coordonnateur du projet PADERCA. La mission remercie également Monsieur Ndary FAYE, Gouverneur de Fatick et son adjoint au développement, Monsieur Amadou DIOP, Monsieur Amadou SY, Gouverneur de Kaolack et son adjoint au développement Abdoul AZIZ DIAGNE, Monsieur Diadia DIA, Adjoint au Gouverneur de Thiès, Monsieur Cheikh Tidiane DIENG, Gouverneur de Ziguinchor et son Adjoint, les Directeurs des Agences Régionales de Développement de Thies, Monsieur Chérif DIAGNE de Fatick, Monsieur Alassane DIA, de Ziguinchor Monsieur Boubacar SONKO le Directeur de la Planification de Kaolack, Monsieur Saliou TOURE, qui ont activement contribué à la réussite de la mission. La mission présente enfin ses remerciements aux Partenaires Techniques au Développement notamment le BIT, Lux Développement, l'UNESCO, le secteur privé (le CNP et la CNES) ; ainsi qu'à l'équipe de la Banque Régionale de Solidarité du Sénégal (BRS), de la Banque Nationale de Développement Economique (BNDE), et de la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS).

1.6 Le présent aide-mémoire présente les principales conclusions et recommandations de la mission qui ont été examinées par toutes les parties concernées. Elles seront soumises à l'appréciation de la Direction de la Banque qui communiquera ses recommandations au Gouvernement par les voies habituelles

2. APERCU DES DEFIS ET OPPORTUNITES

2.1 **Une crise de l'emploi affectant surtout les femmes, les jeunes et les plus éduqués.** La population totale, estimée à 13,5 millions en 2013, augmente de 2,6% par an, est surtout rurale (à 55,0%) et jeune (36,5% sont âgés de 15-35 ans)¹. Cette forte démographie accentue la pression pour l'emploi. Le pays comptait ainsi 461 000 chômeurs en 2011, soit 10,2% des actifs². On note une vulnérabilité relative des femmes (13,3% de chômage contre 7,7% pour les hommes) et des jeunes (12,7%). Cette vulnérabilité est d'autant forte que 67,1% des chômeurs sont des jeunes, et que 42,7% des jeunes ne sont ni scolarisés ni employés. Le chômage est plus marqué chez les diplômés du secondaire (12,7%) et du supérieur (15,9%). Le sous-emploi est surtout important, portant à 38,9% le taux combiné de chômage et de sous-emploi³ au niveau national, assorti d'une variation d'un facteur 1 à 3 selon les régions (de 24,0% à Kolda à 69,3% à Sédhiou).

2.2 **Ces difficultés d'emplois tiennent en partie à des contraintes structurelles.** Le secteur privé offre peu d'opportunités d'emplois salariés ; et les PME et PMI accèdent difficilement au financement en raison des niveaux élevés de garanties bancaires exigées⁴. Le pays se singularise

¹ Données nationales et projections démographiques des Nations-Unies.

² Sauf indication contraire, les statistiques sur l'emploi sont issues des données de l'ESPS II 2010/11 fournies par l'ANSD, et/ou calculées à partir de ces données.

³ Le taux combiné de chômage et de sous-emploi est calculé en exprimant le total des chômeurs et des personnes sous-employées en % de la population active.

⁴ ANSD, 2010, *Situation Economique et Sociale du Sénégal*. Agence Nationale de la Statistique et de la démographie du Sénégal.

o

o

aussi par un fort déficit commercial (19,0% du PIB en moyenne par an), suggérant que le potentiel de création d'emplois peut être exploité en stimulant la production nationale. L'information et l'intermédiation sur le marché du travail semblent inefficaces : malgré l'existence d'une dizaine de dispositifs publics de promotion de l'emploi, 53,5% des jeunes chômeurs en 2011 comptent sur des relations personnelles pour trouver un emploi. En outre, les données sur l'emploi sont éparpillées et peuvent varier significativement selon les sources, soulignant un besoin d'amélioration du système d'information sur le marché du travail pour aider à la définition et au suivi des politiques d'emplois.

2.3 L'inadéquation entre formations et emplois est également en cause. L'emploi s'exerce principalement à titre indépendant (23,9% des actifs en 2011). Le système éducatif ne stimule pourtant pas assez tôt les capacités entrepreneuriales. Ainsi, seuls 8,6% des jeunes chômeurs en 2011 se disent prêts à créer leur propre emploi (11,1% chez les femmes et 6,1% chez les hommes; 2,3% à Dakar contre 14,2% en milieu rural).

2.4 L'agriculture est une niche d'emplois mais la productivité du travail doit s'améliorer pour attirer les jeunes. Ce secteur assure 48,5% des emplois en 2011 et 17,5% du PIB. La productivité du travail y est cependant très faible, estimée à 270 dollars des Etats-Unis en 2010, soit 43% de la moyenne des pays à niveau de développement comparable⁵. En favorisant l'émergence de MPME dans la chaîne de valeur agricole, le projet d'appui à l'emploi des jeunes et les femmes créera une dynamique vertueuse par la promotion de l'emploi rural, la réduction du chômage et du sous-emploi, et la diversification de l'économie. Ceci se fera en complément d'autres interventions du gouvernement, de la BAD et d'autres PTFs visant à alléger les contraintes inhibant l'initiative privée, dont l'accès au financement et le développement des infrastructures au sens large.

3. LE PROJET ENVISAGE

Objectif global du projet

3.1 L'objectif global du projet est de contribuer au développement économique et social du pays en favorisant l'émergence de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) de jeunes et de femmes dans le secteur agricole⁶, élargissant ainsi des opportunités d'emplois et de création de revenus. Il s'agira de doter les jeunes et les femmes de compétences et de capacités d'action leur permettant de valoriser les ressources et les potentialités locales en vue d'une amélioration de leurs conditions de vie.

Les cibles potentielles du projet

3.2 Les cibles principales visées sont les jeunes et les femmes porteurs de projets à titre individuel ou collectif (GIE, associations de jeunes, associations de femmes) dans la chaîne de valeurs agricole. En vue de promouvoir l'institutionnalisation et la pérennisation du projet, il est

⁵ Banque mondiale, 2012, *World development indicators*. Washington D.C.

⁶ Il s'agit ici d'une appréhension selon l'approche chaîne des valeurs : production (animale, végétale, aquacole), transformation de produits agricoles, commercialisation/accès aux marchés. Les métiers de « soutien » à la chaîne des valeurs (exemple mécanique d'engins agricoles) seront également pris en compte.

envisagé de renforcer les capacités des partenaires institutionnels accompagnant les femmes et les jeunes.

Zone d'intervention

3.3 Au regard des orientations stratégiques des autorités et des discussions avec les différents acteurs concernés, les zones d'intervention suivantes pourraient être envisagées:

- Centre ouest: bassin arachidier en particulier les régions de Kaolack et Fatick;
- Sud: Ziguinchor ;
- Ouest: Dakar, Thiès (Pout).

3.4 Cette proposition s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs liés à la vulnérabilité, l'ampleur du chômage et du sous-emploi, le poids démographique, l'existence de niches et de potentialités dans la chaîne de valeurs agricoles, et l'existence de potentiels d'initiatives et de capacités d'autonomisation des femmes et des jeunes. En effet le secteur primaire assure 48,5% des emplois en 2011 et 17,5% du PIB

3.5 Quelques filières à fort potentiel de création d'emplois ont été identifiées pour ces régions au cours des visites. Le choix final devra être fait sur la base des travaux élaborés par la SCA⁷ (grappes de croissance et clusters), la DASP⁸ (étude sur les potentialités économiques au niveau régional) et les plans régionaux de développement.

Brève présentation des composantes du projet

3.6 L'annexe 3 présente le projet de cadre logique du projet. Les composantes du projet sont les suivantes :

Composante 1 : Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en milieu rural. Il s'agit dans cette composante de relever les compétences et l'employabilité des jeunes et des femmes à travers des formations qualifiantes et de mise à niveau d'une part, et faciliter l'auto-emploi à travers des projets structurants et à haute valeur ajoutée d'autre part. Les projets seront en conformité avec les potentialités locales identifiées dans les chaînes de valeurs. Les principaux domaines d'activité sont: sensibilisation, communication (IEC) ; sélection-identification de projets ; appui à la formulation de projets; renforcement des capacités techniques et managériales; accompagnement à la mise en œuvre; relèvement des compétences ; accompagnement financier.

Composante 2 : Infrastructure technologique de soutien aux MPME et à la productivité agricole. Cette composante vise à créer l'environnement technologique et logistique favorable à l'émergence et à la survie des MPME dans les zones rurales en vue de promouvoir la productivité par les chaînes de valeur. Un environnement adéquat est indispensable pour soutenir la création d'opportunités d'emplois et de création de revenus tout en favorisant la sédentarisation des jeunes et des femmes dans ces zones. L'infrastructure technologique comprendra : les fermes agricoles; les équipements; les incubateurs de métiers ; la réhabilitation des centres de formation ; les

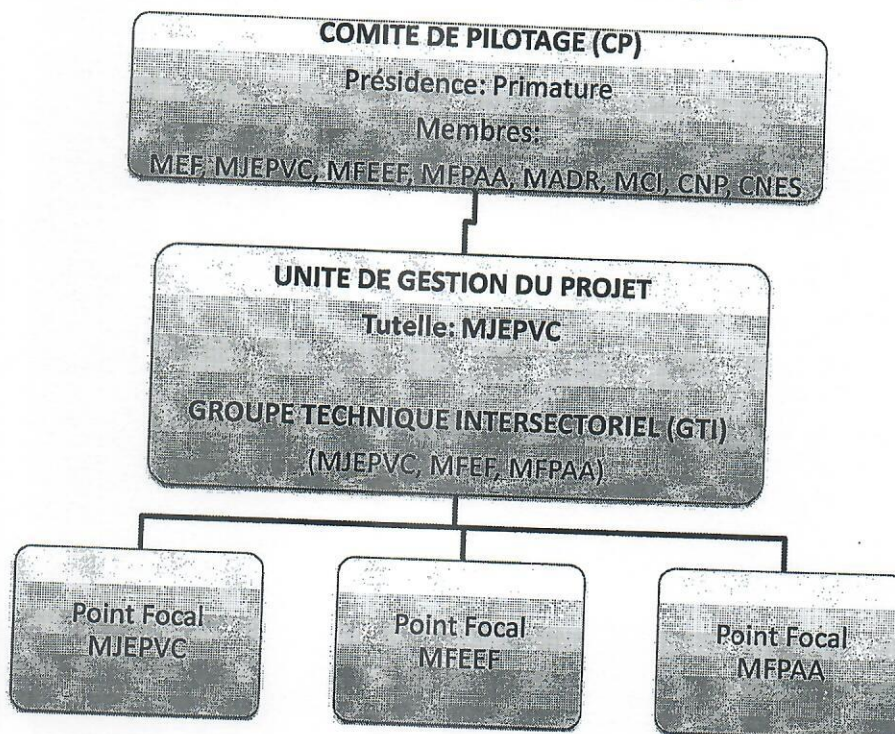
⁷ SCA : Stratégie de Croissance Accélérée.

⁸ Direction de l'Appui au Secteur Privé.



Handwritten signature or initials at the bottom right of the page.

Dispositif pour le pilotage et la gestion du projet



4. QUESTIONS NECESSITANT UN SUIVI

Mécanisme de financement

Le financement du programme se fera à travers un mécanisme qui favorisera l'accès des porteurs de projets aux institutions financières (IMF) des zones concernées, en s'attaquant aux obstacles identifiés pendant la mission de préparation. En effet, les cibles ont identifié trois (3) obstacles majeurs à l'accès au financement des IMF, donc à la promotion de l'entrepreneuriat : (i) le caractère excessif des taux d'intérêt, (ii) la difficulté d'assurer les apports personnels exigés par les IMF et (iii) l'indisponibilité, à leur niveau, des garanties exigées. Il est donc indispensable de mettre en place un mécanisme de financement qui lève et/ou allège ces contraintes. La mise en place d'un tel mécanisme nécessiterait :

- (i) L'identification d'une Banque « indépendante » qui serait incitée à octroyer des prêts ou des garanties sur la base d'instruments financiers appropriés (exemple crédit-bail), et des ressources allouées par le fonds FAD ou la contrepartie ;
- (ii) Cette Banque devrait avoir une couverture territoriale suffisante ou s'appuyer sur un réseau d'institutions financières, pour une meilleure proximité des porteurs de projets ;
- (iii) Pour minimiser les risques encourus et assurer l'atteinte des cibles visées par le projet, cette Banque indépendante hébergera le Comité de sélection des porteurs de projets. Ce comité inclurait les représentants des institutions financières

- membres du réseau et des ministères sectoriels bénéficiaires du projet. Une assistance technique sera apportée par le Projet à cet effet ;
- (iv) En tenant compte de l'environnement national actuel et des rencontres effectuées, la BNDE pourrait jouer ce rôle eu égard à sa mission, sous réserve de l'obtention de son agrément final dans les meilleurs délais. A défaut, une autre institution financière de la place devra être identifiée.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

5.1 Conclusions

La mission se réjouit du contexte favorable dont elle a bénéficié pour ses travaux. Elle a particulièrement noté que les autorités aux niveaux central et régional accordent une grande priorité à la création d'opportunités d'emplois pour les jeunes et les femmes. Les visites sur le terrain et les rencontres avec les acteurs du secteur privé, les jeunes et les femmes, confirment l'urgence de la situation et la pertinence de la concentration sur les zones rurales. La mission note aussi que l'impact des interventions de ce projet pourrait être accru en veillant à assurer une synergie et une complémentarité avec les actions pertinentes déjà menées ou en cours par la Banque et les autres partenaires au développement.

5.2 Recommandation

Dans le cadre de la poursuite de l'instruction du projet, les recommandations de la mission sont les suivantes :

Au Gouvernement

- (i) Prendre les dispositions afin de budgétiser la contrepartie du Gouvernement. Etant donné le coût total du projet est estimé à 21,19 millions d'UC, le montant de la contrepartie devrait représenter au minimum 10% soit 2,12 millions d'UC ;
- (ii) Poursuivre la réflexion sur l'opérationnalisation de la Convention Etat-Employeur. (Gouvernement et secteur privé) qui pourrait faciliter l'insertion des jeunes et des femmes dans le milieu professionnel ;
- (iii) Transmettre à la Banque le rapport de l'étude sur les potentialités économiques au niveau régional réalisée par la Direction de l'Appui au Secteur Privé (DASP); et
- (iv) Préparer le Cadre de Gestion Environnemental et Social du projet avant la mission d'évaluation

A la Banque

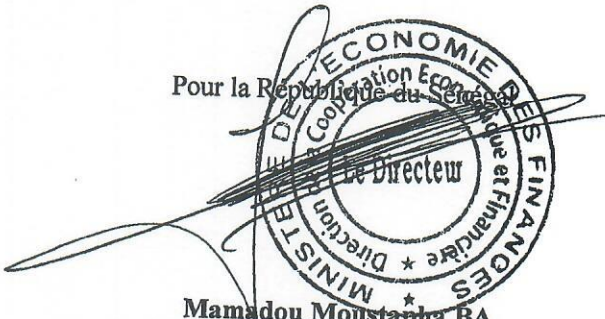
- (i) Finaliser l'étude diagnostique sur les options de financement de l'entrepreneuriat appropriées au contexte national au plus tard le 30/04/2013 ;

- (ii) Retenir, en accord avec le Gouvernement, un mécanisme pour l'accompagnement financier ;
- (iii) Evaluer l'institution financière retenue pour l'accompagnement financier ;
- (iv) Evaluer les capacités du MJEPVC en matière de gestion financière et des acquisitions et proposer le cas échéant des mesures de renforcement de capacités dans le cadre de l'UGP ; et
- (v) Envisager la mission d'évaluation du projet courant mai 2013.

Fait à Dakar le 18 mars 2013

Ont signé :

Pour la République du Sénégal



Mamadou Moustapha BA
 Directeur de la Coopération Economique
 et Financière, Ministère de l'Economie et
 des Finances

Pour la Banque Africaine de Développement

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Corbin Michel GUEDEGBE".

Corbin Michel GUEDEGBE
 Spécialiste d'Education en Chef
 Département du Développement Humain

Annexe 1 : Liste des personnes rencontrés

Annexe 2 : Visites dans les régions

Visite de terrain	Observations
Région Thiès Département de Pout Département de Sébikotane	<p>Séance de travail avec le Secrétaire Général de la Chambre des métiers</p> <p>Séance de travail avec le conseil Régional et le Directeur de l'ARD</p> <p>Rencontre avec la jeunesse de Pout sur les opportunités existant dans la zone</p> <p>Visite d'une exploitation de Haricot vert géré par un privé employant la MO locale</p> <p>Visite et séance de travail avec les GIE de femmes à Sébikotane</p> <p>Constat : région qui a d'énormes potentialités dont les fruits et légumes, la filière Haricot dont la demande excède l'offre, IL y'a un fort besoin de développer l'entrepreneuriat féminin et des jeunes</p> <p>Filières : haricots verts, transformation de fruits et légumes</p>
Région de Fatick	<p>Rencontre avec les associations de jeunes et les GIE de Femmes au CRETEF</p> <p>Constat : le CRETEEF offre des formations aux femmes (administration d'Informatique mais pas de moyens pour assurer les formations dans les secteurs productifs. Souhait des femmes rencontrées : Renforcement de capacités et Financement des projets</p> <p>Filières identifiées : Anacarde, aviculture, sel, teinture</p>
Région de Kaolack	<p>Rencontre avec les associations de jeunes, des Femmes</p> <p>Constat : beaucoup de formations des jeunes et femmes ont été réalisées à Kaolack mais aucune perspective pour développer l'entrepreneuriat Féminin et financement des jeunes porteurs de projets</p> <p>Filières identifiées : agriculture (fermes villageoises, transformations du mil, sorgo, sésame)</p>
Région de Ziguinchor	<p>Rencontre avec le Gouverneur ; séance de travail avec l'ARD, les services déconcentrés de l'élevage, de la pêche, de l'agriculture et des eaux et forêts ; la chambre des métiers, la chambre de commerce, l'agence nationale d'aquaculture ; des représentants d'institutions financières (CNCAS, CMS, U-IMCEC). Rencontre avec des entrepreneurs et GIE agricoles de jeunes et de femmes dans le maraichage, l'apiculture, l'ostréiculture et la transformation de produits agricoles.</p> <p>Constat : région a fort potentiel de création d'emplois dans la chaîne de valeurs agricole. Attention particulière à apporter aux infrastructures techniques et logistiques de soutien aux MPME et à l'accès aux marchés (certification des produits)</p> <p>Filières identifiées : Maraichage, Ostréiculture, Pisciculture, Apiculture, Transformation et commercialisation de produits agricoles et arboricoles, en complément de celles promues par d'autres initiatives/projets de la BAD (PADERCA) ou d'autres PTFs (PADEC, etc.).</p>

Annexe 3 : Cadre logique (version préliminaire)

Sénégal: Projet d'appui à l'emploi des jeunes et des femmes (PAEJF)

Cadre logique basé sur les résultats

But du Projet: Contribuer au développement économique du pays en favorisant l'émergence de PME de jeunes et de femmes dans le secteur agricole						
Chaîne des Résultats		Indicateurs de Performance			Moyens de Vérification	Risques, Hypothèses et Mesures d'atténuation
		Indicateurs	Données de base	Cible		
IMPACT	Une croissance économique accélérée et inclusive	(1) Taux de chômage chez les jeunes et les femmes (2) Taux de croissance économique annuel (3) Incidence de la pauvreté			Statistiques du Ministère du Plan	
	1. L'entreprenariat agricole des jeunes et des femmes est stimulé	1.1 Nombre de micro et PME agricoles 1.2 Proportion de micro et PME agricoles créés par les jeunes et les femmes fonctionnelles 1.3 Nombre d'emplois dans la branche agricole 1.4 Volume de financement accordé aux cibles dans le cadre du mécanisme de financement 1.5 Proportion de jeunes chômeurs (hommes/femmes) prêts à créer leur propre entreprise				
EFFETS	2. L'information sur le marché de l'emploi est améliorée et diversifiée	3.1 Proportion de PME des zones du projet utilisant le système d'information sur les marchés 3.2 Production d'un rapport intégré national sur la situation l'emploi en terme d'offre et de demande 3.3 Taux de perte post récolte				
	1. 1 Dispositif en place pour l'identification et la sélection des projets des jeunes	1. Nombre d'activités d'IEC exécutés 2. Nombre de projets reçus (H/F) 3. Nombre de réunions de sélection par an 4. Nombre de projets retenus (H/F) 5. Nombre d'emplois créés				Risque: Coordination insuffisante entre les ministères sectoriels bénéficiaires. Mesures d'atténuation: Comité de pilotage sous la tutelle de la Primature ; Dispositif de mise en œuvre comprend une implication de tous les ministères bénéficiaires dans l'exécution et le suivi de l'exécution
PRODUITS	1.2. Capacités techniques et gestionnaires des porteurs de projets renforcée	1. Nombre Programmes et modules de formations élaborés 2. Nombre d'institutions de formation identifiées et renforcées 3. Proportion de jeunes et femmes porteurs de projets dont la formation a été renforcée 4. Nombre de femmes dont les capacités entrepreneuriales a été renforcé				
	1.3. Des projets sont financés et mis en oeuvre	1. Mécanisme de financement approprié et durable mis en place 2. Proportion de projets sélectionnés qui sont financés				
	2.1 Système national intégré d'information sur le marché de l'emploi mis en place	1. Nombre de régions reliées au portail sur l'emploi 2. Nombre d'utilisateurs accédant à la base de données par an 3. Proportion de personnel de la plateforme formée				
	2.2 Niches d'emplois et débouchés dans la chaîne de valeur identifiées	1. Système d'information sur les marchés disponible 2. Information sur les potentialités et niches d'emploi dans la chaîne de valeur agricole disponible				
	3.1. Dispositif de gestion du projet mis en place	1. Nombre de réunion du Comité de pilotage 2. Organe d'exécution et de coordination intersectorielle mis en place et opérationnel				
	3.2. Capacités de l'organe d'exécution renforcée	1. Personnel en place et formé 2. Rapport d'exécution produits dans les délais 3. Taux d'exécution du projet				
	3.3 Capacités des acteurs publics et privés renforcé au niveau central et régional	1. Nombre de session de formation en programmation et gestion 2. XX				

ACTIVITES PAR COMPOSANTE	<p style="text-align: center;"><u>Composantes</u></p> <p><u>Composante 1</u> Promotion de l'entreprenariat des jeunes et des femmes en milieu rural: IEC ; sélection-identification projets ; appui formulation projet ; renforcement capacités techniques et managériales ; accompagnement mise en œuvre ; accompagnement financier</p> <p><u>Composante 2</u> Infrastructure technologiques de soutien aux MPME. Mise en place fermes agricoles ; équipements ; incubateurs de métiers ; kiosques de commercialisation ; systèmes d'information sur l'emploi ; systèmes d'information sur le marché</p> <p><u>Composante 3</u> Mécanisme de financement accessible aux jeunes et aux femmes. Formation et information sur le mécanisme de financement ; renforcement des capacités de l'institution financière impliquée</p> <p><u>Composante 4</u> Coordination et gestion du projet. Equipement; recrutement de personnel; assistance technique; suivi-évaluation, audit, fonctionnement du Comité de pilotage; Renforcement des capacités des acteurs; communication</p>	<p style="text-align: center;">Resources par composante (million d'UC)</p> <p>Composante 1 Composante 2 : Composante 3 Composante 4:</p> <p>Total 23,31 Sources (million UC): FAD : 21,19 Gouvernement : 2,12:</p>